



CHAPITRE 5

Loi modifiant la Loi électorale

[Sanctionnée le 31 mars 1966]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c. 7,
a. 7, mod.

1. L'article 7 de la Loi électorale (Statuts refondus, 1964, chapitre 7), modifié par l'article 2 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 12, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe 1, les mots « son adjoint » par les mots « ses adjoints ».

Id., a. 11,
remp.

2. L'article 11 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Adjoints,
secrétaires,
etc.

« **11.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, suivant la Loi de la fonction publique, deux adjoints, un secrétaire et autant de personnes qu'il le juge nécessaire pour aider le président général des élections dans l'accomplissement de ses devoirs; il fixe le traitement de ces fonctionnaires.

Surnumé-
raires.

Toutefois, pendant les élections générales et les douze mois suivants, le président général des élections peut requérir, à titre temporaire, les services de toute personne qu'il juge nécessaire à l'accomplissement de ses devoirs. »

S.R., c. 7,
a. 16,
mod.

3. L'article 16 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la huitième ligne, les mots « son adjoint » par les mots « ses adjoints ».

CHAPTER 5

An Act to amend the Election Act

[Assented to 31st March 1966]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 7 of the Election Act (Revised Statutes, 1964, chapter 7), amended by section 2 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 12, is again amended by replacing the word "deputy" in the second line of subsection 1 by the word "deputies".

2. Section 11 of the said act is replaced by the following:

« **11.** The Lieutenant-Governor in Council may appoint, in accordance with the Civil Service Act, two deputies, a secretary and as many persons as he deems necessary to aid the chief returning-officer in the performance of his duties; he shall fix the salaries of such officers.

However, during general elections and for twelve months thereafter, the chief returning-officer may require, temporarily, the services of such persons as he deems necessary for the performance of his duties."

3. Section 16 of the said act is amended by replacing the words "his deputy, his assistant" in the seventh line by the words "the acting chief, the deputy chiefs".

S.R., c. 7,
a. 48,
mod.

4. L'article 48 de ladite loi, modifié par l'article 4 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 12, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les septième et huitième lignes du paragraphe *a*, les mots « son adjoint » par les mots « ses adjoints ».

4. Section 48 of the said act, amended by section 4 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 12, is again amended by replacing the words "deputy chief" in the seventh line of paragraph *a* by the words "deputy chiefs".

Id., a. 219,
mod.

5. L'article 219 de ladite loi, modifié par l'article 23 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 12, est de nouveau modifié en ajoutant au troisième alinéa ce qui suit: « Si le district électoral a été établi ou modifié depuis la dernière élection, il est considéré pour les fins du présent alinéa comme celui dans lequel la plus grande partie de son territoire était comprise. »

5. Section 219 of the said act, amended by section 23 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 12, is again amended by adding to the third paragraph the following: "If the electoral district was established or amended since the last election, it shall be considered for the purposes of this paragraph as that in which the greater part of its territory was comprised."

Id., a. 262,
mod.

6. L'article 262 de ladite loi, modifié par l'article 26 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 12, est de nouveau modifié en insérant, après le paragraphe 2, le suivant:

6. Section 262 of the said act, amended by section 26 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 12, is again amended by inserting after subsection 2 the following:

Institu-
tions d'en-
seigne-
ment.

« 2a. Toute institution d'enseignement doit, le jour du scrutin, donner congé aux étudiants qui sont électeurs. »

« 2a. Every educational institution, on polling-day, must give leave to students who are electors. »

S.R., c. 7,
a. 372,
mod.

7. L'article 372 de ladite loi, modifié par l'article 34 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 12, est de nouveau modifié:

7. Section 372 of the said act, amended by section 34 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 12, is again amended:

a) en remplaçant le sous-paragraphe *c* du paragraphe 2 par le suivant:

(a) by replacing paragraph *c* of subsection 2 by the following:

« *c*) les frais indispensables pour tenir dans un district électoral une convention pour le choix d'un candidat; ces frais indispensables doivent comprendre les dépenses raisonnables des candidats à cette convention, le coût de la location d'une salle et de la convocation des délégués, mais ils ne peuvent inclure aucune publicité ni excéder, à l'exclusion des dépenses des candidats autres que le candidat choisi, la somme de mille dollars; »;

« *(c)* the necessary cost of holding a convention in an electoral district for the selection of a candidate; such necessary cost must include the reasonable expenses of the candidates at such convention, the cost of renting a hall and the convening of delegates, but it cannot include any publicity and, excluding the expenses of candidates other than the candidate selected, shall not exceed the sum of one thousand dollars; »;

b) en remplaçant le sous-paragraphe *i* dudit paragraphe par ce qui suit:

(b) by replacing paragraph *i* of the said subsection by the following:

« *i*) les dépenses raisonnables ordinairement faites pour les fins de l'administration courante du bureau permanent d'un parti reconnu dans l'île de Montréal et dans la cité de Québec, si le chef de ce parti a, avant le septième jour qui suit l'émission des brefs, donné avis écrit au président général des élections de l'existence de ce bureau, de son adresse exacte et de tout changement d'adresse.

« *(i)* the reasonable expenses usually incurred for the current operation of the permanent office of a recognized party on the island of Montreal and in the city of Quebec, if the leader of such party, before the seventh day following the issue of the writs, has given written notice to the chief returning-officer of the existence of such office, of its exact address and of any change of address.

Bureau permanent d'un parti reconnu.

Pour les fins du sous-paragraphe *i*, le bureau permanent d'un parti reconnu est le bureau où, en vue d'assurer la diffusion du programme politique de ce parti et de coordonner l'action politique de ses membres, travaillent en permanence, hors de la période électorale, des employés du parti ou d'un organisme qui y est associé en vue de la réalisation de ses objets et que le chef du parti a reconnu à cette fin par lettre adressée au président général des élections avant le septième jour qui suit l'émission des brefs. »

S.R., c. 7, a. 389, mod.

8. L'article 389 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par les suivants:

Culpabilité du candidat, etc.

« Le candidat ou le chef de parti dont l'agent officiel s'est rendu coupable de l'un des actes ci-dessus énumérés est également coupable d'une manœuvre frauduleuse à moins qu'il ne soit établi que cet acte présente peu de gravité et n'a pu avoir d'effet sur le résultat de l'élection, et que le candidat ou le chef de parti a d'ailleurs pris de bonne foi toutes les précautions raisonnables possibles pour conduire honnêtement l'élection suivant les prescriptions de la loi.

Idem.

Est également coupable d'une manœuvre frauduleuse le candidat ou le chef de parti qui fait, acquitte ou permet quelque dépense électorale autrement que de la façon permise par la présente loi. »

S.R., c. 7, a. 409, remp.

9. L'article 409 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Nullité de l'élection.

« **409.** 1. Si, à l'instruction d'une contestation d'élection, il est prouvé qu'une manœuvre frauduleuse a été pratiquée par un candidat à une élection ou à son su et avec son assentiment par toute autre personne, ou si un candidat est déclaré coupable devant un tribunal compétent de corruption ou d'abus d'influence, ce candidat doit être tenu pour coupable de manœuvre frauduleuse et s'il a été élu, son élection est nulle.

Idem.

2. Si, à l'instruction d'une contestation d'élection, il est prouvé qu'une manœuvre frauduleuse a été pratiquée par l'agent officiel d'un candidat, ce candidat doit

For the purposes of paragraph *i*, the permanent office of a recognized party is the office where, in order to ensure dissemination of the political programme of such party and to coordinate the political activity of its members, employees of the party or of a body associated therewith work on a permanent basis outside the election period, for the attainment of its objects, and which the leader of the party has recognized for such purpose by a letter sent to the chief returning-officer before the seventh day following the issue of the writs." Permanent office of a recognized party.

8. Section 389 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following: R.S., c. 7, s. 389, am.

"A candidate or party leader whose official agent has been guilty of any of the above mentioned acts shall also be guilty of a corrupt practice unless it is established that such action is of no great gravity and could not have affected the result of the election, and that the candidate or party leader had also taken in good faith all possible and reasonable precautions to carry out the election honestly according to the requirements of the law. Guilt of candidate, etc.

A candidate or party leader who incurs, pays or authorizes any election expenses otherwise than as permitted by this act shall also be guilty of a corrupt practice." Idem.

9. Section 409 of the said act is replaced by the following: R.S., c. 7, s. 409, replaced.

"**409.** (1) If, at the trial of an election contestation, it is proved that any corrupt practice has been committed by a candidate at an election or with his knowledge and consent by any other person, or if a candidate is convicted before a competent court of bribery or undue influence, he shall be held guilty of corrupt practices and if he has been elected his election shall be void. Election void.

(2) If, at the trial of an election contestation, it is proved that any corrupt practice has been committed by the official agent of a candidate, such candidate shall Election annulled.

être tenu coupable de manœuvre frauduleuse et s'il a été élu, son élection doit être déclarée nulle.

Nullité de l'élection.

3. Si, à l'instruction d'une contestation d'élection, il est prouvé qu'une manœuvre frauduleuse a été pratiquée par un agent d'un candidat, son élection doit être déclarée nulle.

Motifs d'excuses.

4. L'élection d'un candidat ne doit pas être déclarée nulle en vertu des paragraphes 2 et 3 et un candidat ne doit pas être tenu pour coupable de manœuvre frauduleuse en vertu du paragraphe 2 s'il est établi que l'acte présente peu de gravité et n'a pu avoir d'effet sur le résultat de l'élection, et que le candidat a d'ailleurs pris de bonne foi toutes les précautions raisonnables possibles pour conduire honnêtement l'élection suivant les prescriptions de la loi. »

Entrée en vigueur.

10. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

be held guilty of corrupt practices and if he has been elected his election shall be annulled.

(3) If, at the trial of an election contestation, it is proved that any corrupt practice has been committed by a canvasser of a candidate, his election shall be annulled.

(4) The election of a candidate shall not be annulled under subsections 2 and 3 and a candidate shall not be held guilty of corrupt practices under subsection 2 if it is established that the action is of no great gravity and could not have affected the result of the election and that the candidate had also taken in good faith all possible and reasonable precautions to carry out the election honestly according to the requirements of the law."

10. This act shall come into force on the day of its sanction.